

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS

ZI de la Liane
BP 343
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\SIB_ST
LEONARD_0007003193\2_INSPECTIONS\2025_06_30_déchets_air
Code AIOT : 0007003193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS implanté 51 BOULEVARD DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE 62360 Saint-Leonard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS
- 51 BOULEVARD DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE 62360 Saint-Leonard
- Code AIOT : 0007003193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIB est implantée en Zone Industrielle de la Liane et est spécialisée dans la fabrication de catalogues, de revues et de dépliants publicitaires. Les installations autorisées sont constituées de 6 rotatives offset, 1 machine feuilles, 1 presse numérique, 1 traceur plat et un à bobine. Différentes machines sont présentes également pour le façonnage (encarteuse, plieuse, dos carré collé...). Ces machines traitaient environ 180 tonnes de papier par jour. Les produits finis sont essentiellement des prospectus publicitaires et des documents pour les collectivités.

Le site est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 modifié. L'établissement relève de la directive IED.

Le site a connu quatre inondations successives du 4 au 15 novembre 2023 conduisant à la perte de 4 rotatives sur les 6 autorisées. Cela a entraîné une perte de capacité de production de 70%. Le nettoyage et la désinfection des bâtiments et installations durera 3 mois.

Depuis le 7/11/2024, la société avait été placée en procédure de redressement judiciaire. Par jugement du 9/10/2025, le tribunal de commerce a arrêté le plan de redressement et a mis fin à la période d'observation de la procédure de redressement judiciaire.

Un porter à connaissance a été déposé le 24/06/2025 pour informer le préfet des modifications intervenues depuis ces événements de novembre 2023. Il est en cours d'instruction.

La visite d'inspection avait pour objectif premier de vérifier quelles étaient les rotatives encore exploitées et l'absence de stockage "anormal" de déchets dangereux en attente d'élimination.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'attention de l'exploitant est attiré sur certaines conséquences du découpage du site par la revente d'une partie des bâtiments occupés aujourd'hui par la SOCIETE D'IMPRESSION DU BOULONNAIS ou de leur location par un tiers. Cela constituerait indéniablement à minima une modification notable des conditions d'exploitation qui serait à porter à la connaissance du préfet avant sa mise en œuvre (article L 181-14 *du code de l'environnement*). L'implantation des installations classées est généralement soumise à une condition d'éloignement de ces installations vis-à-vis des tiers. Cette condition a pour objet de garantir leur sécurité. La possibilité d'installer des tiers à proximité immédiate de la SOCIETE D'IMPRESSION DU BOULONNAIS n'est donc pas quelque chose d'acquis. L'expérience montre que dans les rares cas où cela a été possible cela s'est fait en contrepartie de la mise en œuvre de dispositions constructives, de moyens de protection ou/et d'extinction complémentaires,.... Dans ce cas, la SOCIETE D'IMPRESSION DU BOULONNAIS deviendrait également tiers vis -à-vis du nouvel occupant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	conduit du rejet de la rotative New 600	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement 2450	Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 1.2.1	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 5.1.7	Sans objet
4	rejet rotative NEW 600	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 9.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La Société d'Impression du Boulonnais (SIB) poursuit l'exploitation de ses installations en ayant réduit fortement sa capacité de production suite aux événements climatiques survenus fin 2023. Lors de la visite d'inspection il a été constaté que seule une rotative restait exploitée aujourd'hui. Le placement en procédure de redressement judiciaire n'a pas conduit à une augmentation des quantités de déchets dangereux stockés sur site. Leur élimination s'est poursuivie normalement. Il a été relevé une non conformité dans la vitesse d'éjection au sortir de l'incinérateur intégré à la rotative. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement 2450

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, diminution de capacité
Prescription contrôlée : classement en rubrique 2450 : exploitation de six rotatives Offset
Constats : Il reste une seule rotative à séchage thermique, la rotative GOSS NEW 600. Ont été arrêtées suite aux inondations de fin 2023 les rotatives : <ul style="list-style-type: none"> • 2 KBA Compacta (KBA1 et KBA2) ; • Sunday 4000 ; • KBA Compacta 818 (K72). La rotative HARRIS M600 avait déjà été arrêtée en avril 2021. Cet arrêt a été notifié dans le PAC du 21/03/2025. Les rotatives arrêtées sont encore en place, certaines sont en cours de démontage.

Le PAC du 21/03/2025 indique que l'installation est passée du régime de l'autorisation sous la rubrique 2450-A a) au régime de la déclaration sous la rubrique 2450-A-b) avec une quantité totale de produits consommée de 183 kg/jour (366 kg/jour / 2, selon le Nota de l'intitulé de la rubrique 2450, les produits contenant moins de 10 % de solvants organiques doivent être divisés par deux).

L'inspection note que si les encres contiennent moins de 10 % de solvants organiques (attestation fournisseur), le produit mouillant utilisé contient plus de 10 %. La quantité utilisée de ce produit mouillant ne doit donc pas être divisée par 2.

L'exploitant confirmera son calcul.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, liste substances PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant indique ne plus rejeter d'eaux industrielles depuis à minima avril 2018 et que toutes les eaux pouvant avoir une nature industrielle sont collectées pour être traitées en tant que déchet. Seules les eaux en provenance des sanitaires et des douches sont rejetées.

Cette modification a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/10/2019 qui a modifié l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/09/2008 en supprimant le rejet n°4 relatif aux eaux industrielles.

Interrogé sur la présence de PFAS, l'exploitant a indiqué par courrier du 04/07/2025 n'« exploiter aucune des substances présentes dans la liste des PFAS établie par l'INERIS » (liste comportant 15 PFAS).

L'exploitant doit préciser sa déclaration en confirmant (à la date d'aujourd'hui et avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20/06/2023) l'absence d'utilisation, de production, de traitement, de rejet par son installation de substances PFAS et de substances PFAS produites par dégradation. Les substances visées sont à minima les substances figurant à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser sa déclaration en confirmant (à la date d'aujourd'hui et avant l'entrée

en vigueur de l'arrêté du 20/06/2023) l'absence d'utilisation, de production, de traitement, de rejet par son installation de substances PFAS et de substances PFAS produites par dégradation. Les substances visées sont à minima les substances figurant à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>nature du déchets : boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite d'inspection, la société était en redressement judiciaire. Un des objectifs de l'inspection était de constater l'absence de stockage d'une durée anormalement longue de déchets en attente d'élimination, essentiellement pour des raisons de coût.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de déchets dont l'élimination était volontairement interrompue.</p> <p>Néanmoins, l'état dégradé de certains emballages de matières premières ou déchets liquides placés sur rétention, stockés au niveau du « Chapiteau », témoigne d'un stockage de longue durée très certainement antérieur aux inondations de fin 2023. Les quantités en cause sont réduites. L'exploitant a indiqué que ces déchets seraient éliminés fin juillet 2025. L'exploitant transmettra les BSD correspondants.</p> <p>La consultation de la plateforme numérique Trackdéchets (qui permet de dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux) confirme ces constats.</p> <p>Ainsi, depuis janvier 2025 (1 année glissante), plus de 37 tonnes de déchets dangereux ont été éliminés de façon régulière (entre 0,46 et 8 tonnes chaque mois, excepté en août). En janvier 2026, 4,6 tonnes ont déjà été éliminées.</p> <p>Si les quantités éliminées ont fortement diminué par rapport aux quantités maximales reprises par l'arrêté d'autorisation du 04/09/2008 modifié par l'arrêté complémentaire du 01/10/2019 en raison de la forte diminution de l'activité, l'élimination des déchets dangereux reste réalisée de façon régulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : rejet rotative NEW 600

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, outil d'épuration de la rotative NEW 600
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement de l'outil d'épuration. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'IIC.
Constats : Ce point avait déjà été contrôlé lors de la visite d'inspection du 01/10/2024. Il avait conduit à la proposition d'une mise en demeure de mettre en place un registre reprenant l'ensemble des contrôles réalisés sur l'outil d'épuration. Le jour de la visite d'inspection, le responsable impression n'a pas été en mesure d'accéder à ce registre. Néanmoins, depuis la visite d'inspection, l'exploitant a, par courrier en date du 04/07/2025 : <ul style="list-style-type: none"> transmis une copie du registre sous format numérique associé à la rotative M600C selon les termes du courrier (seule rotative encore en fonctionnement à ce jour). La dénomination doit être confirmée. Selon l'arrêté préfectoral complémentaire de 2019, la rotative encore en exploitation est dénommée NEW 600 et celle arrêtée en 2021 M600. Ce registre détaille les contrôles réalisés en interne ou par une société extérieure. Les références des rapports de suivi ou de contrôle sont également mentionnées : <ul style="list-style-type: none"> indiqué avoir formé le responsable impression sur les obligations liées à ce registre (obligation de l'enregistrement de l'ensemble des travaux). Ce point est donc aujourd'hui conforme (sous réserve de la remarque relative à la dénomination de la rotative).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : conduit du rejet de la rotative New 600

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.2.3										
Thème(s) : Risques chroniques, débit nominal										
Prescription contrôlée : Conditions générales de rejet :										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>N° conduit</th> <th>Hauteur en m au-dessus de la toiture du</th> <th>Diamètre en m</th> <th>Débit nominal en Nm³/h</th> <th>V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection en</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table>	N° conduit	Hauteur en m au-dessus de la toiture du	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection en					
N° conduit	Hauteur en m au-dessus de la toiture du	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection en						

	toiture du bâtiment		en Nm ³ /h	d'éjection en m/s
2 (épurateur associé à la rotative NEW 600)	1	0,65	4 500	8,7

Constats :

L'installation concernée est la rotative NEW 600.

Lors des derniers contrôles inopinés ou non de 2022, 2023 et 2025, la valeur de la vitesse au débouché est restée inférieure à la valeur de la vitesse à l'éjection réglementaire fixée à 8,7 m/s.

d a t e d u c o n t r ô l e	06/05/2022	30/03/2023	05/09/2023	11/07/2025
v i t e s s e a u d é b o u c h é	5m/s	4 m/s	4,7 m/s	4m/s

Dans le courrier du 04/07/2025, l'exploitant a indiqué avoir procédé le 05/02/2025 à une intervention pour augmenter la vitesse à l'éjection.

Le contrôle du 11/07/2025 a montré que cette intervention n'a pas eu l'effet escompté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois